

Le C.I.P. est mort? Anticipons encore!

Souvenons nous, avec les TUC, les SIVP, les CES, les socialistes ont commis de nombreuses attaques contre le SMIC. Ils ont exclus du droit au revenu les jeunes diplômés en supprimant l'allocation d'insertion, seule allocation de chômage à laquelle ils pouvaient prétendre. Instaurant un revenu minimum revendiqué par les mouvements de chômeurs et de précaires, il en ont fait un RMI, revenu de misère et de mépris institutionnalisé, et ont pris soin de l'interdire aux moins de vingt-cinq ans et aux scolarisés.

LE SMIC C'EST RIEN, MOINS QUE LE SMIC C'EST MOINS QUE RIEN!

Avec sa réforme, la droite nous rend le service d'énoncer crument le même objectif et prétend sous payer davantage le travail en généralisant le SMIC-jeunes. La baisse des salaires comme des revenus resterait à l'ordre du jour puisque avec l'organisation actuelle du travail, avant et après le salaire, il y a le chômage et son allocation dégressive calculée au prorata du salaire antérieur. Et encore faut-il y avoir droit, rien que sur Paris nous sommes 45 000 allocataires du RMI, dont 20% de niveau Bac+2.

TOUS TRAVAILLEURS INTERMITTENTS ?

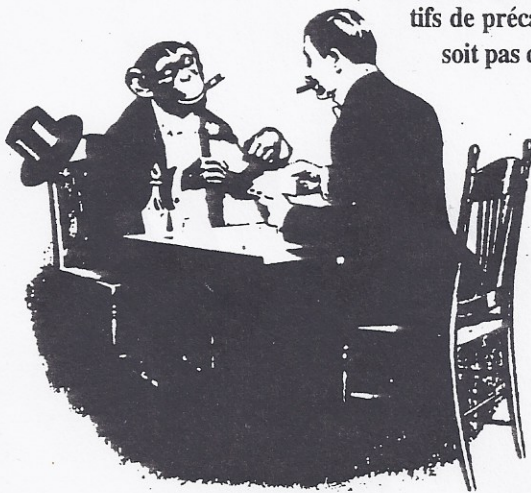
Scolarisés, travailleurs précaires et intermittents commencent à se retrouver dans la rue. Si une telle recomposition s'opère, c'est qu'au delà de la réforme ponctuelle du plan pour l'emploi qui instaure le C.I.P. un enjeu global est en cause. Ce qui est en question c'est la forme sociale sous laquelle se déroule la mutation du travail productif. Et il faudra bien commencer à en discuter tous ensemble pour notre propre compte! Revendication séculaire du mouvement ouvrier, la réduction du temps de travail a pris désormais le visage de la précarité et du chômage. Les deux tiers des embauches se font désormais sous contrats à durée déterminée. Le travail précaire, en intérim, sous contrat à durée déterminée, à temps partiel, concerne désormais un salarié sur trois sans que nous ayons inventé des formes d'organisation efficaces pour en combattre l'exploitation.

FIN DU PLEIN EMPLOI ET MUTATION DU TRAVAIL PRODUCTIF

Avec cette nouvelle norme du travail même un très improbable retour à une forte croissance économique ne résorberait pas le chômage. Selon l'O.F.C.E., il faudrait pour le stabiliser 3,5% de croissance par an et pour le réduire d'ici l'an 2000, 5% de croissance annuelle. La France tout comme d'autres pays riches en est à 1,3%. **Le temps du plein emploi est derrière nous, la disponibilité au travail, la mobilité, l'intellectualité sont désormais les qualités essentielles de la force de travail.** telle est la portée générale du premier mouvement "étudiant" de revendication salariale. Mutation du travail productif encore, la formation est devenue travail nécessaire. mais l'augmentation constante des temps de formation indispensables à l'économie est financée par les salariés eux mêmes. Même "le Monde" en vient à découvrir que quand ils ne dépendent pas totalement de leurs parents salariés ou de bourses aléatoires, nombre d'étudiants et de lycéens se cultivent en taffant vingt heures chez Carrefour ou Mac Donald, obligés de le faire pour acquérir les niveaux bac et Bac+2 désormais requis par le marché du travail.

REVENU GARANTI POUR TOUS !

Pour l'ensemble des salariés, en formation, employés ou au chômage, l'impérieuse nécessité de ne plus voir dépendre le revenu disponible du temps passé en entreprises est constamment contrecarrée par les formes actuelles du salaire social. Tel qu'il existe, avec ses multiples allocations (à l'accès et au montant arbitraires) le salaire social, c'est à dire dissocié du temps de travail productif direct en entreprises, s'évertue à nier les salariés qu'il prétend garantir. **Il est temps d'agir pour mettre en place des formes d'organisation qui répondent à nos besoins, soient à la hauteur de nos exigences, temps de former des collectifs de précaires, de chômeurs, d'étudiants et de scolarisés pour que notre mouvement ne soit pas qu'un feu de paille, temps d'exiger un revenu garanti pour tous.**



C · A · R · G · O

COLLECTIF D'AGITATION POUR UN REVENU GARANTI OPTIMAL

Rendez-vous samedi 2 avril à 16 h au local "La Bonne Descente",
8, rue Fernand Pelloutier (métro Mairie de Clichy)
Contact: Octobre (Cargo) B.P. 781 - 75124 Paris Cedex 03.